

Notice d'information Protection des données personnelles

INFORMATION CLIENT

En vigueur à compter du 01/07/2026



Sommaire

Article préliminaire	3
1. Responsable du traitement de vos données personnelles	3
2. Catégories de données personnelles traitées	3
2.1. Catégorie de données personnelles que nous traitons	3
2.2. Origine de ces données	4
3. Finalités du traitement de vos données personnelles	5
3.1. Exécuter le contrat relatif aux produits et services que vous avez souscrits ou étudier votre demande de souscription à un produit ou service	5
3.2. Respecter nos obligations légales et réglementaires	5
3.3. Répondre à nos intérêts légitimes	6
3.4. Mettre en œuvre certains traitements avec votre consentement	6
4. Destinataires de vos données personnelles	6
5. Durée de conservation de vos données personnelles	7
5.1. Pour les données personnelles collectées dans le cadre d'une demande de contrat qui n'a pas abouti	8
5.2. Pour les données personnelles traitées dans le cadre d'un contrat	8
6. Mesures de sécurité	8
7. Vos droits concernant vos données personnelles	9
7.1. Droit d'accès	9
7.2. Droit de rectification	9
7.3. Droit d'opposition	9
7.4. Droit à l'effacement (droit à l'oubli)	9
7.5. Droit à la limitation	9
7.6. Droit à la portabilité	9
7.7. Droit de donner des instructions relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données personnelles à son décès	9
7.8. Droit du retrait du consentement	9
7.9. Modalités d'exercice de vos droits	9
8. Transparence	10

Article préliminaire

La présente « **Notice** » a vocation à expliquer comment nous, services financiers de l'OPT-NC, traitons les données personnelles nécessaires à nos activités et respectons les principes issus de la loi dite "Informatique et Libertés" et du Règlement européen sur la protection des données dit "RGPD"

Lorsque nous utilisons les termes « **vous** » ou « **votre/vos** » dans ce document, nous nous adressons à toute personne physique en relation, de façon directe ou indirecte, avec nous, telles que :

- Nos clients : chaque titulaire de comptes, cotitulaires, les mandataires, les représentants légaux, ayant droits ou toutes autres habilités à effectuer des opérations bancaires
- S'agissant des personnes morales clientes, sont concernées les données personnelles des représentants légaux, personnes habilités, mandataires sociaux, et aussi les bénéficiaires effectifs, ayants droit économiques (actionnaires, associés...)
- Nos prospects, toute personne nous contactant y compris visiteur de nos sites internet relatifs à nos services financiers
- Des tiers au travers notamment des données fournies par le client, concernant des membres de sa famille, son employeur...

Définitions utiles :

Une « **Donnée à caractère personnel** » ou « **donnée personnelle** » correspond à toute information permettant d'identifier une personne physique directement ou indirectement ainsi que toute information qui lui est associée. Citons par exemple, un nom et un prénom, une adresse e-mail, une pièce d'identité, un identifiant, un virement en faveur d'un bénéficiaire, etc. ;

Un « **Traitement de données à caractère personnel** » ou « **traitement de données personnelles** » ou « **traitement** » vise toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données personnelles ou des ensembles de données personnelles, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;

Le « **Responsable du traitement** » est la personne physique ou morale qui détermine les finalités et les moyens essentiels du traitement considéré ;

Le « **Délégué à la protection des données** » ou « **DPO** » est la personne physique ou morale désignée par le responsable du traitement auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (**CNIL**), pour piloter la conformité des traitements de données personnelles qu'il met en œuvre ;

Un « **Sous-traitant** » est la personne physique ou morale qui traite des données personnelles pour le compte du responsable du traitement.

En matière de droit de la protection des données personnelles, d'autres définitions utiles figurent à l'article 4 du RGPD, consultable par exemple depuis le site internet de la CNIL (www.cnil.fr).

Il est précisé que la présente Notice fait partie intégrante de la Convention de Compte Particulier ou de la Convention de Compte Personnes Morales – Professionnels et Secteur Public.

1. Responsable du traitement de vos données personnelles

Sauf indication contraire, le responsable du traitement de vos données personnelles est toujours l'OPT-NC dont le siège social est situé Port Plaisance, 2 rue Paul Montchovet, 98 841 Nouméa Cedex, en Nouvelle-Calédonie.

2. Catégories de données personnelles traitées

Au début puis tout au long de notre relation, nous sommes amenés à collecter des données personnelles vous concernant et à les traiter sur support informatique ou papier pour répondre aux finalités décrites au titre III.

2.1. Catégorie de données personnelles que nous traitons

Les catégories de données et données que nous traitons varient suivant la finalité de leur collecte.

Vous trouverez ci-dessous les catégories de données que nous sommes susceptibles de traiter, suivies d'exemples précis de données concernées.

- **Des données d'identification** : vos nom, prénoms, identifiants que nous vous attribuons (numéro client, par exemple), exemplaires de signature, pièces justificatives ;
- **Des données de contact** : vos adresses postale et électronique, numéros de téléphone fixe et/ou mobile, pièces justificatives ;

- **Des caractéristiques personnelles** : votre âge, genre, date et lieu de naissance, nationalité, statut civil, pièces justificatives ;
- **Des données relatives à votre vie personnelle** : situation maritale et familiale, informations sur l'environnement familial et social, caractéristiques de votre logement, pièces justificatives ;
- **Des données relatives à votre vie professionnelle** : catégorie socio-professionnelle, emploi occupé, nature du contrat de travail, date d'embauche, statut, nom de l'employeur, pièces justificatives (à défaut de vie professionnelle : informations sur l'absence d'activité professionnelle, ou votre statut d'étudiant, ou encore de retraité) ;
- **Des données relatives à vos habitudes de vie** : loisirs, consommation de biens et de services ;
- **Des données sur votre situation fiscale, patrimoniale et financière** : numéro fiscal, pays de résidence, informations de nature à estimer votre patrimoine mobilier et/ou immobilier, montant de vos revenus, prestations, pensions, imposition, informations sur vos dettes, dépenses, emprunts, hypothèques, crédits, incidents de paiement, pièces justificatives ;
- **Des données relatives au(x) produit(s) ou service(s) demandé(s), utilisé(s) et/ou souscrit(s) auprès de nous** : détail des services, montant des services souscrits, date d'entrée en relation ou de refus d'entrée en relation, informations sur les moyens de paiement remis (numéros associés aux cartes et/ou aux chèquiers), correspondances, instructions, réclamations, profils établis ;
- **Des données d'ordre bancaire et financière résultant des services souscrits auprès de nous** : relevé d'identité postale ou bancaire, historique, nature et montant des opérations, moyens de paiement utilisés, provenance et destination des fonds, pièces justificatives concernant l'origine des fonds ;
- **Des données de connexion** : informations sur vos activités numériques lors de l'utilisation de nos services de banque en ligne (données d'identification et d'authentification, adresse IP utilisée, traçabilité de vos actions et de votre fréquentation, demandes formulées en ligne), de notre site internet ccp.nc (données d'identification et informations du formulaire de contact en ligne), et de nos guichets automatiques (DAB-GAB) (données d'identification, d'activités et de fréquentation).

Dans tous les cas, nous veillons à traiter uniquement les données personnelles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités que nous poursuivons.

Nous vous précisons toujours le caractère obligatoire ou non de la fourniture des informations demandées,

et quelles sont les conséquences pour vous si vous ne nous les fournissez pas.

Parfois le refus de transmettre des informations peut impliquer une impossibilité de pouvoir souscrire au produit ou service concerné ou à la résiliation d'un produit ou d'un service déjà souscrit. D'autre fois, ce refus peut nous empêcher de vous conseiller efficacement.

Les informations que vous nous transmettez doivent toujours être exactes et à jour : vous devez actualiser celles-ci tout au long de notre relation et nous informer sans délai de tout changement significatif dans votre situation.

Par principe, nous ne collectons pas de données personnelles « particulières » au sens du RGPD, telles que celles relatives à votre santé, vos éventuelles origines ethniques, opinions politiques, syndicales, religieuses ou encore relatives à vie sexuelle. Toutefois nous vous alertons sur le fait que la nature de vos transactions peut révéler de telles informations (par exemple en cas de mouvements sur votre compte au bénéfice d'un parti politique).

2.2. Origine de ces données

Les données personnelles que nous traitons ont différentes origines.

Elles peuvent être collectées directement auprès de vous, le plus souvent au moyen de formulaires.

C'est, par exemple, le cas lorsque vous souhaitez entrer en relation avec nous, ou souscrire un produit ou un service que nous commercialisons.

Dans d'autres cas, les données que nous traitons sont des **données que nous enrichissons**, générons ou calculons au fil de notre relation à partir de données déclaratives ou de fonctionnement, comme celles issues du fonctionnement de votre compte ou des profils de clients que nous établissons.

Dans d'autres cas, enfin, les données que nous traitons sont **collectées indirectement auprès de tiers, sans que nous ne vous sollicitons**. Ainsi, nous pouvons collecter des informations :

- Auprès de personnes physiques pouvant intervenir dans notre relation, comme vos mandataires, vos contacts désignés, vos bénéficiaires effectifs, les membres de votre famille, vos représentants légaux, etc. ;
- Auprès de fournisseurs de services, de sous-traitants, d'établissements financiers (banques, prestataires de services financiers) et autres partenaires (réseaux Visa...) ;

- › Via des sources accessibles au public et dont le traitement est autorisé, par exemple vos sites internet, réseaux sociaux, informations médias (internet, presse), bases de données publiques, ou auprès d'autorités officielles (Journal officiel, registre du commerce et des sociétés ...) ;
- › Auprès de la Banque de France et de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM), lorsque nous devons consulter leurs fichiers pour fournir un service : Fichier National des Incidents de Remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP), Fichier Central des Chèques (FCC).

3. Finalités du traitement de vos données personnelles

Les finalités (objectifs) pour lesquelles nous traitons vos données personnelles sont décrites ci-dessous. Elles reposent toujours sur un fondement juridique autorisé par le RGPD, comme précisé ci-après.

3.1. Exécuter le contrat relatif aux produits et services que vous avez souscrits ou étudier votre demande de souscription à un produit ou service

Nous traitons des données vous concernant, lorsqu'elles sont nécessaires à l'exécution d'un contrat que nous avons conclu ensemble, ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à votre demande.

Par exemple, nous pouvons traiter vos données pour :

- › vous informer sur nos produits et services ;
- › vous conseiller sur les produits et services qui sont le plus en cohérence avec votre situation ;
- › la souscription, la gestion et l'exécution de nos produits et services, tels que l'épargne, ou encore l'octroi et la gestion de vos facilités de caisse ;
- › la tenue de votre compte : mise à jour du solde résultant des opérations inscrites sur votre compte, gestion des caractéristiques liées à votre compte, production d'attestations ou de relevés comme les relevés d'identité bancaire ou les relevés de frais, gestion et réalisation des opérations concernant les dépôts et retraits (virements, prélèvements, et autres mouvements de fonds), gestion de la fabrication et du fonctionnement de vos instruments de paiements, gestion de la sécurité des opérations et des incidents de paiement (en cas d'opposition par exemple), gestion de la clôture de votre compte ;
- › la prévention et la gestion des impayés et du surendettement ;
- › le recouvrement ;

- › la gestion du contentieux ;
ou encore la gestion de notre facturation.

3.2. Respecter nos obligations légales et réglementaires

Dans d'autres situations, nous traitons des données vous concernant lorsqu'un texte nous y oblige.

En particulier, nous pouvons être amenés à devoir traiter vos données pour :

- › répondre aux demandes officielles d'autorités publiques ou judiciaires dûment autorisées et des organismes de contrôle habilités par la loi ;
- › la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, qui nous impose un devoir de vigilance constant (voire renforcé si vous êtes « politiquement exposé » au sens du Code monétaire et financier) : identification et vérification de votre identité et de celle de vos bénéficiaires effectifs, suivi de votre situation, vérification de la provenance et de la destination des mouvements de fonds sur votre compte, et si besoin, déclaration de soupçon auprès de la cellule de renseignement financier française (« TRACFIN ») ;
- › la lutte contre la fraude fiscale ;
- › identification et reporting fiscal notamment en matière « d'échange automatique d'informations », qui nous oblige à identifier votre résidence fiscale et à déclarer annuellement auprès de l'administration fiscale calédonienne des informations concernant vos comptes si vous êtes non-résident fiscalement. Cette administration, si la réglementation l'impose, transmet alors ces informations à l'administration fiscale du pays de résidence ;
- › satisfaire nos obligations de déclaration auprès de la Banque de France et/ou de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM), pour la bonne tenue des fichiers obligatoires suivants : Fichier Central des Chèques (FCC), Fichier des Comptes d'Outre-Mer (FICOM), Fichier Central des Retraits des Cartes Bancaires (FCRB), Fichier National des Incidents de Crédits (FICP) ;
- › la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- › l'identification de votre fragilité financière, pour vous proposer des offres adaptées ;
- › la gestion des comptes inactifs dont le dépôt des sommes en déshérence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- › la surveillance et le signalement des risques que nous pouvons encourir (criminalité financière, abus de marché, délit d'initié) ;
- › la gestion des demandes d'exercice d'un droit sur ses données, que vous pouvez formuler en application du RGPD ;
- › la gestion de notre comptabilité et des rapports associés.

3.3. Répondre à nos intérêts légitimes

En dehors de toute obligation ou de l'existence d'un contrat nécessitant le traitement de vos données, nous pouvons aussi justifier le traitement de vos données sur la base de notre intérêt légitime à le faire.

Dans cette situation nous veillons toujours à ce que notre intérêt ne crée pas de déséquilibre au détriment de vos propres droits ou intérêts, et qu'il réponde à une attente raisonnable de votre part.

Tel est le cas par exemple lorsque nous traitons vos données pour :

- gérer un éventuel recours en justice, et défendre nos droits si besoin ;
- la protection et la gestion de nos systèmes informatiques ;
- la protection des biens et des personnes (y compris la vidéoprotection) ;
- la gestion et la prévention des incivilités à l'égard de nos personnels (y compris l'enregistrement de communications, après vous en avoir informé) ;
- l'évaluation, la surveillance et le signalement des risques que nous pouvons encourir ;
- la prévention de la fraude en mettant par exemple en place des mesures de sécurité, en analysant les mouvements sur vos comptes lorsqu'ils paraissent présenter une incohérence, une anomalie ;
- la réalisation d'activités d'audit et de contrôles internes ;
- la gestion de notre activité commerciale et l'amélioration de nos produits et services : définition de profils et segments de clientèle pour proposer des produits et services ciblés, conduite d'études statistiques et d'enquêtes de satisfaction clients, prospection commerciale sur des produits et services similaires à d'autres déjà souscrits, évaluation de nos campagnes commerciales.

3.4. Mettre en œuvre certains traitements avec votre consentement

Lorsque nous percevons que notre intérêt à traiter vos données risque de heurter vos propres droits et intérêts, alors nous sollicitons au préalable votre autorisation. A défaut, nous nous interdisons de traiter vos données.

Par exemple, nous vous demandons votre consentement avant de traiter vos données pour :

- vous prospector, si vous n'êtes pas client de nos services ou si vous êtes client mais que notre action de prospection touche à des produits et services différents de ceux auxquels vous avez déjà souscrit ;

- si la situation devait se présenter, utiliser vos données pour une finalité différente de celle annoncée lors de leur collecte.

3.4.1. Précisions sur les traitements mis en œuvre au moyen de technologies spécifiques

Suivi et enregistrement de nos échanges

Nous pouvons enregistrer et conserver les conversations que vous avez avec nous quelles que soient leurs formes : appels téléphoniques, réunions en face à face, lettres, messages électroniques, chats en direct, messagerie de tout type et conversations vidéo.

Les données ainsi recueillies peuvent être utilisées pour diverses raisons, et notamment à des fins de vérification et de traçabilité de vos instructions, d'évaluation, d'analyse et d'amélioration de nos services, de formation de nos collaborateurs, de gestion des risques, de gestion et de prévention des incivilités ou encore de prévention et de détection des fraudes et autres délits financiers.

Quelle qu'en soit la raison, nous vous informons toujours de la possibilité d'un enregistrement avant de le mettre en œuvre, par exemple dès le début d'un appel téléphonique, de sa finalité, de la durée de sa conservation, et de vos droits à propos de cet enregistrement.

Vidéoprotection

Pour la protection des biens (agences, locaux, y compris de nos GAB) et des personnes, nous utilisons un système de vidéoprotection dans le respect des règles prévues localement dans le code de la sécurité intérieure (autorisations délivrées par le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie) et du droit de la protection des données.

A cette fin, nous collectons des images (vidéos) de vous via ce procédé. Ces images font l'objet d'un enregistrement et d'une conservation pendant une durée d'un mois, sauf en cas de procédure pénale où elles sont alors conservées dans un recueil spécifique le temps de la procédure.

Des panneaux dans les lieux filmés vous indiquent l'existence de ce type de dispositif, l'identité du responsable et les modalités d'exercice de vos droits sur les enregistrements visuels vous concernant.

4. Destinataires de vos données personnelles

Vos données personnelles ne sont jamais vendues à des tiers.

En outre, nous prenons toute précaution technique, organisationnelle et juridique utile pour que vos données personnelles ne soient communiquées ou accessibles qu'aux seules personnes ayant un réel besoin de les connaître, au regard de la ou des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou enrichies.

Ainsi, pour réaliser les finalités précitées et dans la limite de leurs attributions et besoins respectifs, peuvent être destinataires de vos données personnelles :

- › des services internes de l'OPT-NC : en particulier les directions et leur personnel qui sont en charge de la création, l'exécution des produits et services souscrits et de leur recouvrement ;
- › des sous-traitants, des mandataires ou des prestataires de services qui travaillent pour nous (ce qui inclut leurs salariés, leurs administrateurs et leurs dirigeants) ;
- › vos cotitulaires de comptes, toutes personnes qui effectuent vos opérations bancaires (mandataires, représentant légaux ...), vos bénéficiaires, ou toute autre personne lorsque vous nous avez demandé de le faire (sur la base de votre consentement préalablement recueilli) ;
- › des établissements de crédit et/ou prestataires de service de paiement lorsque nous effectuons, par exemple, pour votre compte des opérations de transfert à destination de la métropole, ainsi que des départements et collectivités d'outre-mer (DOM-COM) ;
- › des chambres de compensation ;
- › toute personne, société ou autre entité qui possède un intérêt ou assume un risque au regard ou dans le cadre des produits ou services que nous vous fournissons, et aussi celles qui délivrent des services de paiement, les commerçants et prestataires de services accepteurs de carte bancaire ;
- › toute société (nouvelle ou potentielle) si nous procédons à une création de filiale pour gérer notre activité services financiers ou toute société qui procède à l'acquisition de tout ou partie de notre activité services financiers ;
- › des sociétés qui réalisent des études commerciales ou de marché pour notre compte ;
- › nos partenaires dans le cadre d'un partenariat auquel vous auriez souscrit ;
- › des huissiers dans le cadre de jeux concours auxquels vous participeriez ;
- › toute personne impliquée en cas de réclamation ou de litige: médiateur des services financiers, avocat, huissier, associations professionnelles ...;
- › toute autorité administrative, financière ou judiciaire habilitée ou plus généralement tout tiers autorisé par la loi, pour satisfaire à nos obligations légales ou réglementaires et dans la limite de ce qui est autorisé par la réglementation.

Citons, par exemple, les commissaires aux comptes, les notaires, la cellule TRACFIN, la Banque de France, l'IEOM, la Caisse des Dépôts et Consignations, ou encore les autorités fiscales.

Nous sommes amenés à rendre vos données anonymes lorsque nous les partageons publiquement, par exemple, dans le but de présenter notre activité et l'utilisation qui est faite de nos services.

Ces données ne permettent pas de vous identifier.

5. Durée de conservation de vos données personnelles

Nous conservons vos données personnelles pendant des durées limitées qui se fondent :

- › En première intention : sur des exigences légales ou réglementaires ;
- › En seconde intention : sur des recommandations professionnelles applicables au secteur bancaire, ou des recommandations pertinentes de la CNIL ;
- › Et à défaut de telles exigences ou recommandations :
 - › sur nos besoins opérationnels, dans le respect des finalités pour lesquelles nous avons collecté vos données (phase de traitement « actif ») ;
 - › et passés nos besoins opérationnels, éventuellement sur l'intérêt administratif ou juridique que la conservation de vos données peut présenter pour défendre nos intérêts ou faire valoir nos droits, en particulier en cas de contrôle d'une autorité compétente ou de contentieux. Dans ces cas la durée de conservation se calcule sur la durée possible d'un contrôle et/ou de la prescription d'une action en justice (phase d' « **archivage** »).

Les durées que nous définissons peuvent exceptionnellement être suspendues, prolongées ou réduites en cas d'exercice d'un droit sur vos données, ou en cas de contentieux. En outre, lorsqu'une donnée est collectée pour plusieurs finalités, elle est conservée jusqu'à épuisement du délai de conservation ou d'archivage le plus long.

Lorsqu'une durée de conservation est atteinte, nous supprimons ou anonymisons vos données de manière irréversible.

Vous trouverez ci-après les principales durées de conservation que nous appliquons.

5.1. Pour les données personnelles collectées dans le cadre d'une demande de contrat qui n'a pas abouti

Si vous êtes déjà client de nos services financiers, vos données personnelles peuvent être conservées pendant la durée correspondante à la finalité de votre demande.

Si vous n'êtes pas encore client de nos services financiers :

- nous pouvons conserver vos données de contact à des fins de relance et de prospection commerciale jusqu'à 3 ans à compter de leur collecte ou de notre dernier contact avec vous ;
- nous pouvons aussi être amenés à conserver les données associées à votre demande à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et de lutte contre la fraude : 5 ans à compter de la collecte ou du dernier contact avec nous.

5.2. Pour les données personnelles traitées dans le cadre d'un contrat

Si vous êtes client de nos services financiers et de manière générale, vos données personnelles sont conservées pendant la durée de notre relation, puis archivées pendant cinq (5) ans, correspondant à la durée de la prescription des actions possibles en justice.

Certaines de vos données font toutefois l'objet d'une durée de conservation spécifique, suivant leur nature et la finalité de leur collecte comme par exemple :

- 10 ans pour les informations ayant un caractère comptable conformément aux dispositions du Code de commerce, et ce, en général à compter de la date de l'opération ;
- 5 ans pour les données relatives à votre compte à compter de la clôture de votre compte ou de l'arrêt de notre relation commerciale, de par le délai de 5 ans applicable en matière de prescription en matière civile et commerciale ;
- 5 ans pour les données relatives aux mesures de vigilance mises en œuvre et aux opérations réalisées pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, suivant le cas à compter de la clôture du compte ou de la cessation de la relation, ou de l'exécution de l'opération ;
- 5 ans pour la lutte contre la fraude à compter de la clôture du dossier fraude ;
- gestion des comptes inactifs : en cas de déshérence, au sens de la loi Eckert, les données personnelles seront conservées selon les durées

requis prévues par l'ordonnance n°2018-95 du 14/02/2018;

- succession : 10 ans à compter de la clôture du dossier;
- recouvrement de créances :
 - recouvrement contentieux : 10 ans après clôture du dossier;
 - recouvrement amiable : 5 ans après clôture du dossier.
- recours en justice : les données sont conservées jusqu'au terme de la procédure judiciaire puis archivées selon les durées légales de prescription applicables;
- identification de comportements ou des actes gravement répréhensibles : 10 ans à compter de la date des faits;

6. Mesures de sécurité

Nos mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) de l'OPT-NC, qui constitue notre référentiel en termes de sécurité logique.

Plus généralement, nous mettons en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles utiles pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données personnelles, qu'elles soient stockées dans nos systèmes d'informations ou conservées sur support papier, et empêcher qu'elles ne soient endommagées, déformées, effacées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Nous veillons à choisir des solutions respectueuses de la vie privée des personnes concernées, et faisons appel à des sous-traitants présentant des garanties suffisantes pour protéger les données que nous leur confions et appliquant des règles de confidentialité au moins équivalentes aux nôtres.

En cas d'incident de sécurité affectant vos données personnelles (destruction, perte, altération ou divulgation), nous nous engageons à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'y remédier et d'en limiter les impacts pour vous.

Si un tel incident présentait un risque élevé pour vos droits et/ou votre vie privée, nous vous en informerions dans les meilleurs délais de telle sorte à ce que vous puissiez vous protéger au mieux.

La sécurité et la confidentialité de vos données personnelles dépend aussi de vous et vous devez être vigilant comme par exemple en cas d'utilisation d'internet.

7. Vos droits concernant vos données personnelles

Conformément à la réglementation applicable, et sous réserve d'en remplir les conditions, vous disposez des droits suivants sur vos données :

7.1. Droit d'accès

Vous pouvez obtenir la confirmation que des données vous concernant sont ou ne sont pas traitées par nos services financiers et, lorsqu'elles le sont, obtenir la communication de l'ensemble de vos données personnelles ainsi que des précisions sur la façon dont elles sont traitées.

7.2. Droit de rectification

Vous pouvez exiger la mise à jour de vos données personnelles, ou leur rectification si elles sont inexactes.

7.3. Droit d'opposition

Vous pouvez vous opposer à tout moment au traitement de vos données personnelles :

- En justifiant d'une raison qui vous est propre, tenant à votre situation particulière ;
- Sans avoir justifier d'une quelconque raison, lorsque vos données sont traitées à des fins de prospection commerciale.

7.4. Droit à l'effacement (droit à l'oubli)

Vous pouvez demander la suppression irréversible de vos données personnelles dans certains cas limitativement énumérés par le RGPD (par exemple, s'il s'avère que vos données ne sont plus nécessaires à la finalité de leur collecte, ou encore que leur traitement est illicite).

7.5. Droit à la limitation

En cas de contestation portant sur l'exactitude de vos données ou d'opposition à leur traitement, vous pouvez obtenir que vos données ne soient plus utilisées pendant le temps nécessaire aux vérifications demandées ou à l'examen de votre demande d'opposition.

A l'inverse, vous pouvez également exiger le prolongement de la durée de conservation de vos données, par exemple pendant le temps nécessaire à l'exercice d'un droit en justice.

7.6. Droit à la portabilité

Ce droit n'est applicable qu'aux traitements de données personnelles informatisés et fondés sur un contrat ou sur votre consentement.

Dans ce contexte, vous pouvez nous demander de récupérer les données que vous nous avez fournies ou que vous avez créé du fait de l'utilisation d'un de nos services, sous un format électronique et couramment utilisé ou, lorsque cela est possible techniquement, nous demander de les transférer à un tiers.

7.7. Droit de donner des instructions relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données personnelles à son décès

Vous pouvez nous donner des directives sur le sort de vos données en cas de décès, et définir la manière dont vous entendez que les droits listés plus haut soient alors exercés.

Vous pouvez aussi, à cette occasion, désigner une personne chargée de l'exécution de vos directives. Vos directives sont révocables à tout moment.

En l'absence de directives ou de mention contraire dans vos directives, vos héritiers pourront accéder à vos données dans la mesure nécessaire à l'organisation et au règlement de votre succession, ou exercer tout droit utile à la prise en compte du décès (clôture de votre compte utilisateur, opposition à la poursuite du traitement de vos données, mise à jour du traitement de vos données).

7.8. Droit du retrait du consentement

Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment, pour tout traitement pour lequel celui-ci a été recueilli.

L'exercice de certains de ces droits peut entraîner, après étude de votre demande, l'impossibilité de fournir le produit ou le service.

7.9. Modalités d'exercice de vos droits

Vous pouvez exercer vos droits ainsi que contacter le délégué à la protection des données personnelles (DPO)

- > à l'adresse postale suivante :

Office des Postes et des Télécommunications de Nouvelle Calédonie

Délégué à la protection des données

2 rue Paul Montchovet

98841 Nouméa Cedex

Nouvelle Calédonie

- > ou à l'adresse électronique suivante : dpo@opt.nc

A cette occasion, il importe d'indiquer clairement vos nom et prénoms, et l'objet précis de votre demande.

Dans le cadre de l'instruction d'une demande d'exercice d'un droit, un justificatif d'identité pourra vous être demandé.

Nous nous engageons à vous répondre dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de votre demande. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes.

L'exercice de vos droits s'effectue sans frais. Cependant en cas de demandes manifestement infondées ou excessives (répétition...), nous pourrions exiger le paiement de frais raisonnables tenant compte des coûts administratifs engendrés par votre demande, voire refuser de donner suite à vos demandes.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles et à l'exercice de vos droits, vous pourrez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) qui est l'autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données personnelles.

Coordonnées du site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/>

8. Transparence

Dans un souci de transparence, nous veillons à vous délivrer toute information utile lorsque nous vous demandons de nous fournir des données.

En particulier, nous veillons à ce que les documents nous permettant de collecter vos données comportent systématiquement une mention vous précisant la finalité de cette collecte, sur quoi elle se fonde, son caractère obligatoire ou facultatif, les catégories de personnes qui seront destinataires de vos données, la durée de conservation de vos données, vos droits et les modalités pour les exercer.

Une telle mention peut comporter ou bien l'ensemble des éléments précités, ou bien une partie de ces éléments lorsqu'un renvoi vers une information complète et facilement accessible est organisé, comme par exemple vers la présente Notice lorsqu'il s'agit d'en savoir plus sur ses droits.

Par ailleurs, si nous venions à mettre en place un traitement permettant une prise de décision automatisée produisant des effets juridiques à votre égard, nous vous en informerions préalablement et vous rappellerions vos droits : droit de nous faire part de vos commentaires, d'obtenir une explication quant à la décision prise et de la contester.

Si vous constatez que tout ou partie des éléments d'information listés au présent article fait défaut au moment d'une collecte de vos données, vous êtes invité

à en alerter notre délégué à la protection des données (DPO) aux coordonnées figurant à l'article précédent.

Cette Notice est susceptible d'être modifiée, notamment à l'occasion de toute évolution législative ou réglementaire l'affectant.

Dans ce cas, nous vous en informerons par nos canaux habituels.

Service client Infinéo

Téléphone : 1000 (Appel gratuit)

E-mail : contact@infineo.nc

**Courrier : SERVICE CLIENT INFINÉO
7 RUE EUGÈNE PORCHERON
98 899 NOUMÉA CEDEX**